



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 OCTOBRE 1903.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

#### Nominations

#### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer Conseil du Roi, par commission sous le grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

Section de Montréal. — M. Joseph Dominique Leduc, Sainte-Scholastique.

Section de Québec. — M. Joseph Camille Pouliot, Fraserville. 3387

#### Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner. — SALUT :

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 31st OCTOBER, 1903.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

#### Appointments

#### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint as King's Council, by commission under the great Seal of the province, the following persons, namely :

Montreal section. — Mr. Joseph Dominique Leduc, Sainte Scholastique.

Quebec section. — Mr. Joseph Camille Pouliot, Fraserville. 3388

#### Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern, — GREETING :

## PROCLAMATION.

C. FITZPATRICK, } ATTENDU que le neu-  
Procureur général, } vième jour de novem-  
Canada. } bre de la présente année  
étant le jour anniversaire de Notre naissance, Nous  
avons jugé convenable d'en fixer la célébration à  
une date ultérieure, —

SACHEZ maintenant que, de l'avis de Notre  
Conseil Privé pour le Canada, Nous proclamons et  
déclarons que mardi, le vingt-quatrième jour de  
mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent  
quatre, est par le présent fixé comme jour de la  
célébration de l'anniversaire de Notre naissance.  
Néanmoins c'est Notre bon plaisir que le salut usuel  
en l'honneur de Notre dit anniversaire de naissance  
soit tiré à tous les postes militaires le neuvième  
jour de novembre prochain.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux  
que les présentes peuvent concerner, sont par les  
présentes requis d'en prendre avis et d'agir en con-  
séquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos  
présentes Lettres Patentes, et à icelles fait  
apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN,  
Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin et Con-  
seiller le Très-honorable Sir GILBERT JOHN  
ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund  
de Melgund, comté de Forfar, dans la  
pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de  
Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie  
de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nou-  
velle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre  
Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-  
George, etc., etc., Gouverneur Général du  
Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre  
Cité d'OTTAWA, ce DOUZIÈME jour  
d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Sei-  
gneur mil neuf cent trois, et de Notre Règne  
la troisième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

3353

Canada,  
Province de }  
Québec. }

L. N. CASAUULT.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du  
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,  
et des possessions britanniques au-delà des mers,  
Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou  
qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que sur  
Assitant-Procureur-Général } présentation au  
conseil municipal du comté d'Arthabaska, d'une re-  
quête des deux-tiers des électeurs municipaux qui  
sont en même temps propriétaires habitant un cer-  
tain territoire y mentionné, situé dans la munic-  
ipalité de Chester Ouest, dans le dit comté, dans  
Notre province de Québec, demandant l'érection de  
ce territoire en municipalité de village, le dit conseil  
du dit comté d'Arthabaska, a nommé Charles Robert  
Garneau, notaire, surintendant spécial, et l'a chargé  
de visiter le dit territoire, de constater le nombre de  
maisons y bâties et habitées, et de faire rapport  
sur la dite requête :

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait  
au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de  
maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la  
désignation des limites qui, dans son opinion, doi-  
vent être données au territoire ci-après plus parti-  
culièrement décrit, contenant au moins quarante  
maisons habitées dans une étendue n'excédant pas  
soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surinten-

## A PROCLAMATION.

C. FITZPATRICK, } WHEREAS the Ninth  
Attorney General, } day of November in  
Canada. } this present year being  
Our Birthday, We deem it expedient that a later  
day should be fixed for the celebration thereof, —

NOW KNOW YE, that We do, by and with the  
advice of Our Privy Council for Canada, proclaim  
and declare that Tuesday, the twenty-fourth day of  
May, in the year of Our Lord one thousand nine  
hundred and four, is hereby fixed as the day for the  
celebration of Our said Birthday. Nevertheless it is  
Our pleasure that the usual salute in honour of Our  
said Birthday shall be fired at all Military Stations  
on the Ninth day of November next.

Of all which Our loving subjects and all others  
whom these presents may concern, are hereby  
required to take notice and to govern themselves  
accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused  
these Our Letters to be made Patent, and  
the Great Seal of Canada to be hereunto  
affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right  
Well-beloved Cousin and Councillor the Right  
Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl  
of Minto and Viscount Melgund of Mel-  
gund, County of Forfar, in the Peerage of  
the United Kingdom, Baron Minto of Minto,  
County of Roxburgh, in the Peerage of Great  
Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight  
Grand Cross of Our Most Distinguished  
Order of Saint Michael and Saint George  
&c., &c., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of  
OTTAWA, this TWELFTH day of OCTO-  
BER, in the year of Our Lord one thousand  
nine hundred and three, and in the third  
year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

3354

Canada,  
Province of }  
Quebec. }

L. N. CASAUULT.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God,  
of the United Kingdom of Great Britain and  
Ireland, and of the British Dominions beyond  
the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor  
of India.

To all to whom these presents shall come or whom  
the same may concern—GREETING

## PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } WHEREAS, on  
Assistant Attorney General. } presentation to  
the municipal council of the county of Arthabaska,  
of a petition from the two-thirds of the municipal  
electors who are at the same time proprietors resid-  
ing in a certain territory therein mentioned, situated  
in the municipality of Chester West, in the said  
county, in Our Province of Quebec, praying for the  
erection of this territory into a village municipality,  
the said council of the said county of Arthabaska,  
has named Charles Robert Garneau, notary, special  
superintendent, charged to visit the said territory,  
to establish the number of houses thereon erected  
and inhabited, and to make a report on the said  
petition :

AND WHEREAS the said special superintendent has  
made a report to the said council mentioning the  
number of houses erected and inhabited on the  
said territory, and the designation of the limits  
which, in his opinion, should be assigned to the  
territory hereinafter more particularly described,  
containing at least forty inhabited houses in a space  
not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special

dant spécial a été homologué sans amendement par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que l'Administrateur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport après l'avoir modifié en changeant le nom de "Village de Saint-Paul de Chester" par celui de "Village de Chesterville."

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Le village de Chesterville, dans le comté d'Arthabaska, est un démembrement de la municipalité de Chester Ouest, de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester. Contenant une superficie d'environ neuf cent trente-quatre (934) acres, le territoire compris dans les limites de ce village est borné comme suit, savoir :

Vers le nord, par l'alignement sud du chemin du neuvième rang et l'alignement nord du chemin Craig ; vers le nord-est, par le chemin de front entre les neuvième et dixième rangs ; vers l'est, par l'alignement est d'une route publique qui sépare le lot numéro soixante (60), du lot numéro soixante et un (61), dans le rang Craig Nord, et par la ligne médiane longitudinale du lot numéro vingt-sept (27), du rang Craig Sud, le tout d'après le cadastre officiel de Saint-Paul-de-Chester ; vers le sud-est, par l'arrière-ligne de ce dernier rang, et la ligne latérale sud-est du onzième rang ; vers le sud-ouest, par la ligne qui sépare, dans le rang Craig sud, les lots numéros un, deux et trois (1, 2, 3), du lot numéro cinq (5), aussi par la rive nord-est de la rivière Nicolet et par la ligne entre les dixième et onzième rangs ; enfin vers le nord-ouest, par les lots cadastraux officiels numéros quatre cent trente-deux et trois cent soixante, de la susdite paroisse de Saint-Paul-de-Chester, sera détaché de la municipalité de Chester Ouest, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Chesterville," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Chesterville, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

3355

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

L. N. CASAULT

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre

superintendent has been homologated without amendment by the council of the said county.

AND WHEREAS the Administrator of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report after amending it by changing the name of "Village of Saint Paul de Chester," to "Village of Chesterville."

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The village of Chesterville, in the county of Arthabaska, is a dismemberment of the municipality of Chester West from the parish of Saint-Paul de-Chester. Containing an area of about nine hundred and thirty four (934) acres, the territory comprised within the limits of this village is bounded as follows, to wit :

On the north, by the south alignment of the ninth range road and the north alignment of Craig's road ; on the north east, by the front road between the ninth and tenth ranges ; on the east, by the east alignment of a public road which separates lot number sixty (60), from lot number sixty one (61), in Craig's range road north, and by the meridional longitudinal line of lot number twenty seven (27), of Craig's range south, the whole according to the official cadastre of Saint-Paul-de-Chester, on the south east by the rear line of this latter range, and the south east side line of the eleventh range ; on the south west, by the line which separates, in Craig's range south, lots numbers one, two and three (1, 2, 3), of lot number five (5) ; also by the north east bank of the river Nicolet, and by the line between the tenth and eleventh ranges ; lastly, on the north west, by the official cadastral numbers four hundred and thirty two and three hundred and sixty, of the said parish of Saint-Paul-de-Chester, shall be detached from the municipality of Chester West, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Chesterville," from and after this day.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Chesterville, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Knight, Administrator of the government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

3356

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

L. N. CASAULT.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly

dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

**A**T TENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2837

Avis du Gouvernement

No 2241.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, le village d'Hébertville Station, tel qu'érigé par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province, en date du 18 février 1903, ainsi que les lots ayant les numéros un et suivants jusqu'au numéro 17 inclusivement du IIe et IIIe rang du "Rang Saint-Pierre," et les lots ayant les numéros 9a, 9b, 10, 11, 12a et 12b, du cadastre officiel du canton Labarre, dans le même comté, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village d'Hébertville Station."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3341

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur l'Administrateur, conformément aux articles 52-53 et suivants des S. R. P. Q., par ordre en Conseil en date du 12e jour d'octobre 1903, de sanctionner l'acte de vente passé par M. Alexander Vass, cultivateur, du canton de Dundee, aux parties mentionnées dans le dit acte, à savoir : William J.

of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

ROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By Command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

2838

Government Notices

No. 2241.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Hébertville, in the county of Lake Saint John, the village of Hébertville Station, such as erected by proclamation of the Lieutenant Governor of the province, dated the 18th of February, 1903, as well as the lots bearing the numbers one and following to number 17 inclusively of the IIrd and IIIrd ranges of "Rang Saint Pierre," and the lots bearing the numbers 9a, 9b, 10, 11, 12a and 12b, of the official cadastre of the township Labarre, in the same county, and to erect them into a distinct school municipality, by the name of "Village of Hébertville Station."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3342

Notice is hereby given that His Honour the Administrator has been pleased, pursuant to articles 52-53 and following of the R. S. P. Q., by order in Council dated the 12th day of October, 1903, to sanction the deed of sale past by Mr. Alexander Vass, farmer, of the township of Dundee to the parties therein mentioned, to wit : William J.

Stephen, James A. Arnold, Alexander Vaas, de Dundee susdit, cultivateurs; Duncan J. Stewart et James McGibbon, de Saint-Anicet, cultivateurs, dans le district de Beauharnois, incorporés sous le nom de "The Zion Church Cemetery Company of Dundee", lesquels dits acte et ordre en Conseil ont été dûment enrégistrés dans la division d'enregistrement de Huntingdon.

3343 AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la Province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 27 octobre 1903.

Présent :—Son Honneur l'Administrateur en Conseil.

Il est ordonné que l'Ordre en Conseil du 2 octobre 1903, No. 558, modifiant les règlements des bois et forêts, soit amendé en retranchant, dans la partie relative à l'article 12 des dits règlements, après les mots "comme susdit" les mots suivants : "dans les parties de la province ci-après décrites et pas ailleurs; tout le bassin du Saguenay et du Lac Saint-Jean, et tout le territoire immédiatement à l'est de ce bassin arrosé par les rivières affluentes du fleuve et du golfe Saint-Laurent jusqu'à la frontière est de la province, plus le territoire arrosé par les affluents du fleuve Saint-Laurent depuis la rivière Batiscan à l'ouest jusqu'à la rivière aux Canards à l'est; toute cette partie du bassin du Saint-Maurice, située en amont de la rivière Bostonnais sur la rive gauche et de la rivière Manouan sur la rive droite, le bassin de ces deux dernières y compris; toute cette partie de la Gaspésie depuis la rivière Cap Chat en descendant jusqu'à la rivière Grand Pabos, comprenant tous les terrains entre ces deux points arrosés par les rivières tombant dans le golfe Saint-Laurent, ceux des rivières Cap Chat et Grand Pabos, inclusivement." De manière à ce que le dit article 2 des dits règlements se lise maintenant comme suit :

"Article 12. Il n'est pas permis aux licenciés de couper sur les terres de la Couronne le pin de moins de 12 pouces, l'épinette de moins de 11 pouces et les autres arbres de moins de 9 pouces de diamètre sur la souche, à trois pieds du sol. Mais il leur est permis de couper l'épinette noire de 7 pouces de diamètre sur la souche, comme susdit."

3389

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

No 2602.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Rectification de limites, etc.*

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Henri de Péribonka, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 31 à 35 inclusivement, du IIe rang du canton Taillon, les lots Nos. 1 à 21 inclusivement, et 31 à 35 inclusivement, du IIIe rang, ainsi que les lots Nos 1 à 35 inclusivement, des rangs IV et V du dit canton; ces différents lots ne formant actuellement partie d'aucune municipalité scolaire. Demande est faite aussi de changer le nom de Saint-Henri de Péribonka en celui de "Saint-Henri de Taillon." Après l'annexion des lots ci-dessus et le changement de nom demandé, la municipalité scolaire de "Saint-Henri de Taillon" comprendra le territoire suivant :

Les lots du canton Taillon qui suivent, savoir : du lot No 1 au lot No 21 inclusivement, du rang I; du lot No 1 au lot No 35 inclusivement, des rangs II, III, IV et V.

Ces changements de limites et de nom, s'ils sont autorisés, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3365

Québec, 16 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village d'Hébertville, dans le

Stephen, James A. Arnold, Alexander Vaas, of Dundee aforesaid, farmers; Duncan J. Stewart and James McGibbon, of Saint Anicet, farmers, in the district of Beauharnois, who are incorporated under the name of "The Zion Church Cemetery Company of Dundee", which said deed and order in council have been duly registered in the registration division of Huntingdon.

3344 AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 27th October, 1903.

Present :—His Honor the Administrator in Council.

It is ordered that the Order in Council of the 2nd of October, 1903, No. 558, amending the regulations relating to woods and forests, be amended by striking out, from the part relating to article 12 of the said regulations, after the words "as aforesaid", the following words : "in the parts of the province hereinafter described and not elsewhere; the whole of the Saguenay Basin and Lake Saint John, and the entire territory immediately to the east of this basin watered by the affluent rivers of the river and gulf of Saint Lawrence to the eastern frontier of the province, and also the territory watered by the affluents of the river Saint Lawrence from the river Batiscan on the west to the river aux Canards on the east; all that part of the Saint Maurice Basin, situated above the river Bostonnais on the left bank and on the river Manouan on the right bank of the basin of these two rivers therein included; all that part of Gaspesia from the river Cap Chat going down to the Grand Pabos river, comprising all the lands between these two points watered by the rivers falling into the gulf of Saint Lawrence, including those of the rivers Cap Chat and of Grand Pabos." So that the said article 12 of the said regulations now reads as follows :

"Article 12. Licentiatees are forbidden to cut on Crown lands pine trees measuring less than 12 inches in diameter, spruce trees measuring less than 11 inches in diameter, and trees of other descriptions measuring less than 9 inches diameter at the stump, at three feet from the ground. But they are permitted to cut black spruce at a diameter of 7 inches at the stump as aforesaid."

3390

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

No. 2602.63.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Rectification of boundaries, &c.*

Application is made to annex to the school municipality of Saint Henri de Peribonka, in the county of Lake Saint John, lots Nos. 31 to 35 inclusively, for the IIrd range of the township Taillon, lots Nos. 1 to 21 inclusively, and 31 to 35 inclusively, of the IIIrd range, as also lots Nos. 1 to 35 inclusively, of the ranges IV and V of the said township; these several lots not forming actually part of any school municipality. Application is also made to change the name from Saint Henri de Peribonka to that of "Saint Henri de Taillon." After the annexation of the above lots and the change of name asked for, the school municipality of Saint Henri de Taillon will comprise the following territory :

The lots of the township Taillon which follow, namely : from lot No. 1 to lot No. 21 inclusively of range I; from lot No. 1 to lot No. 35 inclusively, of the ranges II, III, IV and V.

These changes of boundaries and of names, if they are authorized, will take effect only on the 1st of July next.

3366

Quebec, 16th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the village of Hé-

comté du Lac Saint-Jean, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, réglemens ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

3277.2  
AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

No 800.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité.*

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Shannon," comté de Québec, le territoire formant ci-devant partie de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-Ouest, comprenant les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 21 à 43 inclusivement, 54 à 64 inclusivement, et 66 à 71 inclusivement. Cette municipalité sera érigée pour les catholiques seulement.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3281-2

Quebec, 8 octobre 1903.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par J. O. East, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Hamel, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Jeanne de Neuville, dans le comté de Portneuf, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.)

3191.4  
AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, à division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

bertville, in the county of Lake Saint John, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

3278  
AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

No. 800.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect new municipality.*

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Shannon," county of Quebec, the territory forming heretofore part of the school municipality of Saint Gabriel West, comprising the following cadastral lots, to wit : Nos. 21 to 43 inclusively, 54 to 64 inclusively, and 66 to 71 inclusively. This municipality will be erected for catholics only.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3282

Quebec, 8th October, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant governor in council, by J. O. East, esquire, notary public, of the parish of Saint Augustin, in the county of Portneuf, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Hamel, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, in virtue of the provisions of the notarial code, (article 3685 R. S. P. Q.)

3192  
AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne

(ges) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the

télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer,

construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies" General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways,

chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendment between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 219

Dame Agnès Thivierge, de Thetford Mines, en le canton de Thetford, en le district d'Arthabaska, épouse de Pierre Grégoire, menuisier-entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée par l'honorable juge P. Aug. Choquette, à ester en justice, l'un des honorables juges de cette cour,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Grégoire, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-unième jour d'octobre mil neuf cent trois.

PAGAUD & BOLDUC,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 21 octobre 1903. 3347

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 248.

Dame Nellie Gélinas, de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, épouse de Wilbrez Ferron, charron, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Wilbrez Ferron, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'octobre 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 24 octobre 1903. 3359

Dame Virginie Elie dit Breton, épouse commune en biens de Joseph Ste-Marie, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté, ce jour, à son dit époux, une action en séparation de biens.

N. U. LACASSE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 9 octobre 1903. 3229.2

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 450.

Dame Marie Joséphine Visien, de Trois-Rivières, épouse commune en biens de François Xavier Paquette, mécanicien, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit François Xavier Paquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le huitième jour d'octobre 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Avocats de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 9 octobre 1903. 3207.3

Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No 1169.

Dame Tillie Ornstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Wexler, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,

Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Wexler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 6 octobre 1903. 3157.4

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 219.

Dame Agnès Thivierge, of Thetford Mines, in the township of Thetford, in the district of Arthabaska, wife of Pierre Grégoire, contractor and joiner, of the same place, duly authorized by the Honorable Judge P. Aug. Choquette, one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Pierre Grégoire, Défendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty first day of October, one thousand nine hundred and three.

PACAUD & BOLDUC,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 21st October, 1903. 3348

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 248.

Dame Nellie Gélinas, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, wife of Wilbrez Ferron, wheelwright, of the said parish, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Wilbrez Ferron, Défendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventh day of October, 1903.

MARTEL & DUPLESSIS,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 24th October, 1903. 3360

Dame Virginie Elie dit Breton, wife common as to property of Joseph Ste. Marie, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

N. U. LACASSE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th October, 1903. 3230

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 450.

Dme Marie Joséphine Visien, of Three Rivers, wife common as to property of François Xavier Paquette, engineer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said François Xavier Paquette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighth day of October, 1903.

BEAURERARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 9th October, 1903. 3208

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1169.

Dame Tillie Ornstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Wexler, trader, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,

Plaintiff ;

vs

The said Charles Wexler, Défendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty ninth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th October, 1903. 3158

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Mary Jane Grison, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Duncan  
 McMillan, contre-maitre, absent, dûment autori-  
 sée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
 Le dit Duncan McMillan, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

O. A. GOYETTE,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 25 septembre 1903. 3083.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1159.  
 Dame Rebecca Gross, des cité et district de Mont-  
 réal, épouse commune en biens de Hyman Breit-  
 man, commerçant, du même lieu, dûment autori-  
 sée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs  
 Le dit Hyman Breitman, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le vingt-huitième jour de septembre  
 1903.

STEPHENS, HUTCHINS  
 & MARGOLESE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 6 octobre 1903. 3159.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2645.  
 Dame Avila Lacroix, épouse de Joseph Dutrisac,  
 de la cité et district de Montréal, dûment autori-  
 sée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
 Le dit Joseph Dutrisac, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 23 septembre 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 1er octobre 1903. 3199.4

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Québec. }  
 No. 2343.  
 Dame Elmire Renaud, de la paroisse de Saint-Am-  
 broise de la Jeune-Lorette, épouse commune en  
 biens de François-Xavier Martel, du même lieu,  
 dûment autorisée en justice aux fins des pré-  
 sentes, Demanderesse ;

vs  
 Le dit François-Xavier Martel, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée,  
 ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Québec, 3 octobre 1903. 3149.4

*Cour Supérieure.—Beauce.*  
 No. 3722.

Dame Délina Boulet, épouse commune en biens de  
 Léon Dorval, de Saint-Odilon de Cranbourne,  
 commerçant, dûment autorisée par jugement en  
 date du 25 septembre courant, à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Léon Dorval, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 par la demanderesse contre le défendeur, le 25 sep-  
 tembre courant.

LETELLIER & BOUFFARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Saint-Joseph, Beauce, 26 septembre 1903. 3077.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Mary Jane Grison, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Duncan  
 McMillan, foreman, absentee, of the same place,  
 duly authorized to appear in judicial proceedings,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Duncan McMillan, Defendant.  
 An action in separation as to property has, this  
 day, been instituted by the plaintiff against the  
 defendant.

O. A. GOYETTE,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 25th September, 1903. 3084

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1159.  
 Dame Rebecca Gross, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Hyman  
 Breitman, trader, of the same place, duly author-  
 ized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs  
 The said Hyman Breitman, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the twenty eighth day of  
 September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS  
 & MARGOLESE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 6th October, 1903. 3160

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2645.  
 Dame Avila Lacroix, wife of Joseph Dutrisac, of the  
 city and district of Montreal, duly authorized to  
 appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
 The said Joseph Dutrisac, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, the 23rd of September, 1903.

D. A. LAFORTUNE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 1st October, 1903. 3200

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Quebec. }  
 No. 2343.  
 Dame Elmire Renaud, of the parish of Saint Am-  
 broise de la Jeune-Lorette, wife common as to  
 property of François-Xavier Martel, of the same  
 place, judicially authorized to take the present  
 action, Plaintiff ;

vs  
 The said François-Xavier Martel, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted, this day, in the present cause.

C. E. DORION,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Quebec, 3rd October, 1903. 3150

*Superior Court—Beauce.*  
 No. 3722.

Dame Delina Boulet, wife common as to property of  
 Léon Dorval, of Saint Odilon de Cranbourne,  
 trader, duly authorized by judgment dated the  
 25th of September instant, to appear in judicial  
 proceedings, Plaintiff ;

vs  
 The said Léon Dorval, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted by the plaintiff against the defendant, on  
 the 25th September instant.

LETELLIER & BOUFFARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Saint Joseph, Beauce, 26th September, 1903. 3078

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1633.

Dame Mélina Péloquin, épouse commune en biens de Adolphe Joly, machiniste, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 octobre 1903.

A. S. DEGUIRE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 20 octobre 1903. 3297.2

*Cour Supérieure.—Quebec.*  
No 1715.

Dame Séraphine Cardinal, épouse commune en biens d'Honoré St-Jean dit Langlois, de la cité de Québec, boucher, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes ;

vs

Le dit Honoré St-Jean dit Langlois.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 septembre courant.

J. A. ROCHETTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Québec, 6 septembre 1903. 3189.4

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

Madame Céline Bellemare, épouse commune en biens de Elizée Boisvert, de la ville de Grand'Mère, a intenté devant cette cour, le 16 octobre courant, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

ARTHUR BELIVEAU,  
Procureur de la demanderesse.  
Grand'Mère, 16 octobre 1903. 3319.2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

*In re* Genest, Duquette & Cie, Hull, P. Q.,  
Insolubles.

Avis est donné que le 23e jour d'octobre 1903, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 31 octobre 1903. 3345

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 2619.

*In re* Dame Edda Lavoie, Faillie.

Avis est par le présent donné que le 27 octobre courant (1903), le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite Dame Edda Lavoie, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

JOSEPH LAUZIER,  
Curateur.  
264½, rue Saint-Joseph.  
Québec, 27 octobre 1903. 3363

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1633.

Dame Mélina Péloquin, wife common as to property of Adolphe Joly, machinist, both of the city and district of Montreal, has sued her said husband in separation as to property, the 6th October, 1903.

A. S. DEGUIRE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 20th October, 1903. 3298

*Superior Court.—Quebec.*  
No. 1715.

Dame Séraphine Cardinal, wife common as to property of Honoré St-Jean dit Langlois, of the city of Quebec, butcher, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings for the purposes hereof ;

vs

The said Honoré St-Jean dit Langlois.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 5th of September, instant.

J. A. ROCHETTE,  
Attorney for plaintiff.  
Quebec, 6th September, 1903. 3190

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court*

Madame Celina Bellemare, wife common as to property of Elizée Boisvert, of the town of Grand'Mère, has instituted before this court, on the 16th of October instant, an action for separation from bed and board against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Grand'Mère, 16th October, 1903. 3320

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*

*In re* Genest, Duquette & Co., Hull, P. Q.,  
Insolvents.

Notice is given that on the 23rd day of October, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 31st October, 1903. 3346

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 2619.

*In re* Dame Edda Lavoie, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 27th day of October instant (1903), by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said Dame Edda Lavoie, who has made a judicial abandonment of her assets for the benefit of her creditors.

Claims, duly sworn to, must be filed at my office within thirty days from this notice.

JOSEPH LAUZIER,  
Curator.  
264½, Saint Joseph street.  
Quebec, 27th October, 1903. 3364

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Ike Haltman & A. Cohen (Imperial Cloak  
 Co.), Montréal, Insolubles.  
 Un premier dividende a été préparé et sera pay-  
 able à notre bureau, le ou après le 16 novembre 1903.  
 Toute contestation de tel dividende doit être  
 déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
 tionnée.

A. L. KENT,  
 F. G. ROBERTSON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 31 octobre 1903. 3377

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 L. O. Taillon *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Damase Parizeau, marchand de bois, de la cité de  
 Montréal, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que le 28e jour  
 d'octobre 1903, par ordre de la cour, j'ai été nom-  
 mé curateur des biens du dit défendeur, qui en a  
 fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice  
 de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées sous un  
 mois.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 27 octobre 1903. 3373

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Lambert & Fils, entrepreneurs et  
 constructeurs, de la cité de Montréal, Faillis ;  
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.  
 Un premier bordereau de dividendes a été préparé  
 dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au  
 17e jour de novembre 1903, le et après laquelle date  
 les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

1598-1608, rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montreal, 27 octobre 1903. 3371

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 No 9.

Dans l'affaire de Ariste Longtin, marchand, de la  
 ville de Saint-Jean, district d'Iberville, et y fai-  
 sant affaires seul sous la raison sociale de Longtin,  
 Frère & Cie, Insolvable ;

et

Philippe Deserres, comptable, des cité et district de  
 Montréal, Requéant réclmant.  
 Avis est par le présent donné que le soussigné a  
 été nommé, ce jour, gardien provisoire des biens du  
 dit insolvable, suivant la loi, le dit insolvable ayant  
 cessé ses paiements et ayant laissé la province de  
 Québec, et étant absent.

J. MARCELIN WILSON,  
 Gardien provisoire.

Saint-Jean, 27 octobre 1907. 3383

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de Arthur & Côté, de Durham Sud,  
 P. Q., Faillis.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans  
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi,  
 le 16e jour de novembre 1903, après laquelle date  
 les dividendes seront payables dans mon bureau,  
 bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
 Curateur.

Montréal, 28 octobre 1903. 3369

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Ike Haltman & A. Cohen (Imperial Cloak  
 Co.), Montreal, Insolvents.  
 A first dividend has been prepared and will be  
 payable at our office, on or after 16th November,  
 1903.

Any contestation of such dividend must be depo-  
 sited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 F. G. ROBERTSON,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 31st October, 1903. 3378

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 L. O. Taillon *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Damase Parizeau, lumber dealer, of the city of  
 Montreal, Defendant.  
 Notice is hereby given that on the 28th day of  
 October, 1903, by order of the court, I was appoint-  
 ed curator to the estate of the said defendant, who  
 has made a judicial abandonment of all his assets  
 for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 27th October, 1903. 3374

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Lambert & Fils, contractors and  
 builders, of the city of Montreal, Insolvents ;  
 and

Alexandre Desmarteau, Curator.  
 A first dividend sheet has been prepared in this  
 matter, and will be open to objection until the  
 17th day of November, 1903, on and after which  
 date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

1598-1608, Notre Dame street, Montreal.  
 Montreal, 27th October, 1903. 3372

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 No. 9.

In the matter of Ariste Longtin, merchant, of the  
 town of Saint John's, district of Iberville, and  
 there carrying on business in partnership under  
 the name, style and firm of Longtin, Frère & Cie,  
 Insolvent ;

and

Philippe Deserres, accountant, of the city and dis-  
 trict of Montreal, Petitioner claimant.  
 Notice is hereby given that the undersigned has,  
 this day, been appointed according to law, provisional  
 guardian of the estate of the debtor, who has ceased  
 his payments, and left the province of Quebec, and  
 absent.

J. MARCELIN WILSON,  
 Provisional guardian.

Saint John's, 27th October, 1903. 3384

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Arthabaska. }

In the matter of Arthur & Côté, South Durham  
 P. Q., Insolvents.  
 Notice is hereby given that a first and final divid-  
 end sheet has been prepared in this matter, open to  
 objection until Monday, 16th day of November, 1903,  
 after which date dividends will be payable at my  
 office, Fraser building, 43 Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
 Curator.

Montreal, 28th October, 1903. 3370

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. B. Trahan, Montréal, Failli.  
Avis est donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, No. 2, Place d'Armes, Montréal, le dix-septième jour de novembre 1903.  
LAMARCHE & BENOIT,  
Curateurs conjoints.  
Montréal, 31 octobre 1903. 3375

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No 3474.  
Elzéar Miville Dechêne, Requéant ;  
et  
Léon Dorval, de Saint-Odilon de Cranbourne, commerçant, Failli.  
Avis est par le présent donné que, le 24 octobre courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait cession au bénéfice de ses créanciers.  
Les réclamations doivent m'être adressées sous trente jours.  
ELZ. MIVILLE DECHÈNE,  
3385 Courtier.

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour de Circuit.*  
No 229.  
Le vingt-six octobre mil neuf cent trois.  
Dollard Magnan, Demandeur ;  
vs.  
Nazaire Vidal, Défendeur ;  
et  
Félix Baril, Opposant afin de conserver.  
Sur ordre du soussigné protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Nazaire Vidal, du canton de Warwick, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.  
(Signé) HENRI LAURIER,  
Protonotaire C. S. Arthabaska.  
(Vraie copie),  
HENRI LAURIER,  
P. C. S. 3361

## Licitations

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure*  
No 7116.  
Avis est donné par les présentes qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant dans le village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le vingtième jour d'octobre courant (1903), dans une cause sous le dit numéro 7116, dans laquelle William Ashley Sheltus, commerçant, de la ville de Bedford, dans le dit district de Bedford, est Demandeur ; et Amos Borden, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts ; Lorenzo Borden, de North Adams, dit état ; Hulda Jane Borden, aussi de North Adams susdit, épouse de Joseph Welsh, du même lieu, et ce dernier pour

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* J. B. Trahan, Montreal, Insolvent.  
Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the seventeenth day of November, 1903.  
LAMARCHE & BENOIT,  
Joint curators.  
Montreal, 31st October, 1903. 3376

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No. 3474.  
Elzéar Miville Dechêne, Petitioner ;  
and  
Léon Dorval, of Saint Odilon de Cranbourne, trader, Insolvent.  
Notice is hereby given that, on the 24th day of October instant, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of it for the benefit of his creditors.  
Claims must be filed at my office within thirty days.  
ELZ. MIVILLE DECHÈNE,  
3386 Broker.

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Circuit Court.*  
No. 229.  
The twenty sixth October, one thousand nine hundred and three.  
Dollard Magnan, Plaintiff ;  
vs.  
Nazaire Vidal, Defendant ;  
and  
Félix Baril, Opposant afin de conserver.  
Upon the order of the undersigned prothonotary, in the absence of a judge at the *chef-lieu* of this district, seeing the allegation of the insolvability of the said Nazaire Vidal, of the township of Warwick, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet filed their claims, are now called to file them in this cause, at the office of the clerk of the circuit court for this district, at Arthabaska, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with the articles 673 and 674 of the code of civil procedure.  
(Signed) HENRI LAURIER,  
Prothonotary S. C., Arthabaska.  
(True copy)  
HENRI LAURIER,  
P. S. C. 3362

## Licitations

Province of Quebec, }  
District of Bedford } *Superior Court.*  
No. 7116.  
Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, on the twentieth day of October instant (1903), in a cause under said number 7116, in which William Ashley Sheltus, of the town of Bedford, in the said district of Bedford, trader, is Plaintiff ; and Amos Borden, of the city of Boston, in the state of Massachusetts ; Lorenzo Borden, of North Adams, in said state ; Hulda Jane Borden, also of said North Adams, wife of Joseph Welsh, of the same place, and the latter for

autoriser sa dite épouse aux fins de la présente action ; Martha Borden, de South Acton, en le dit état de Massachusetts, épouse d'Abel Farrer, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Frank Farrer et Herman Farrer, tous deux de South Acton susdit, en le dit état de Massachusetts, tous dans les états-unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation de l'immeuble en question en cette cause, décrite comme suit, savoir :

Un terrain situé à Bedford, au côté sud du chemin qui conduit du village de Bedford à Pike River, formant partie du lot numéro neuf, dans le septième rang des lots du township de Stanbridge, contenant soixante pieds anglais de front sur un arpent de profondeur ; borné en front au nord par le dit chemin, derrière au sud, par Jean-Baptiste Cyr, joignant du côté est Patrick McAleer, et du côté ouest Jean-Bte Cyr, père—avec les bâtisses dessus construites, consistant en une maison en bois à un étage et demi et une remise, maintenant connu et désigné sous le numéro 1285, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dit district.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de DECEMBRE prochain (1903), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le dit village de Sweetsburg ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOZES,  
P. C. S.

Z. E. CORNELL,  
Avocat du demandeur.  
Sweetsburg, 22 octobre 1903. 3351  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 394.  
T. Hurtubise, Demandeur ;  
vs  
F. Stamford *et al.*, Défendeurs ;  
et  
A. Stamford *et al.*, Mis en cause.

#### LICITATION.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 19e jour d'octobre courant, 1903, dans une cause dans laquelle Théophile Hurtubise, charretier, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Frank H. Stamford, de Wells, Delta, Michigan, l'un des états-unis d'Amérique ; George A. Stamford et William E. Stamford, d'Arundel, dans le district de Terrebonne ; Alfred Stamford, de Huberdeau, district de Terrebonne ; Charles J. Stamford, d'Arundel, district de Terrebonne ; Mary Jane Stamford, du même lieu, épouse d'Alexander Wood, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, et pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Lizzie A. Stamford, du même lieu, épouse de John Silverson, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Vina Victoria Sanderson, épouse de Denis

the purpose of authorizing his said wife herein ; Martha Borden, of South Acton, in said state of Massachusetts, wife of Abel Farrer, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein ; Frank Farrer and Herman Farrer, both of said South Acton, in said state of Massachusetts, all in the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of the immovable property in question in this cause, described as follows, to wit :

A piece and parcel of land situate at Bedford aforesaid, on the south side of the road leading from the village of Bedford to Pike River, forming part of lot number nine, in the seventh range of lots of the township of Stanbridge, containing sixty feet, english measure, in front by one arpent in depth ; bounded in front to the north by the said road, in rear to the south, by Jean Baptiste Cyr, père, joining on the east side Patrick McAleer, and on the west side by Jean Bte. Cyr, senior—with the buildings thereon, consisting of a one and one half story wooden house and shed, now known and designated as lot number 1285, of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, said district.

The immovable property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next (1903), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the said village of Sweetsburg ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOZES,  
P. S. C.

Z. E. CORNELL,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 22nd October, 1903. 3352  
[First published, 31st October, 1903.]

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 394.  
T. Hurtubise, Plaintiff ;  
vs  
F. Stamford *et al.*, Defendants ;  
and  
A. Stamford *et al.*, Mis en cause.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that by virtue of a judgment of the superior court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the 19th day of October instant, 1903, in a case where Theophile Hurtubise, carter, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Frank H. Stamford, of Wells, Delta, Michigan, one of the united states of America ; George A. Stamford and William E. Stamford, of Arundel, in the district of Terrebonne ; Alfred Stamford, of Huberdeau, district of Terrebonne ; Charles J. Stamford, of Arundel, district of Terrebonne ; Mary Jane Stamford, of the same place, wife of Alexander Wood, and the same, personally as head of the community according judgment of 19th November, 1902, of the same place, and for authorizing his said wife to these presents ; Lizzie A. Stamford, of the same place, wife of John Silverson, and the same, personally as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents ; Vina Victoria Sanderson, wife of Denis Hynes, of Graham's, district

Hynes, de Graham's, district de Montréal, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Ellen Sanderson, épouse de John Bannon, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, et ce dernier, personnellement comme chef de la communauté suivant jugement du 19 novembre 1902, du même lieu, et pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Henry Sanderson, de la paroisse de Rigaud, dit district, tous héritiers dans la succession de feu Margaret Sanderson, épouse de feu Samuel Henry, en son vivant marchand, des cité et district de Montréal, et les héritiers de la succession de feu Samuel Henry, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, dit district, sont Défendeurs; et Alfred Stamford et David Forsyth, de la dite cité de Montréal, es-qualité d'exécuteurs testamentaires des dernières volontés de la dite feu Margaret Sanderson, sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, cité de Montréal, étant partie du lot No 58 (cinquante-huit), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, de la superficie de 115 x 90 pieds, avec front sur la rue Saint-Jacques et bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. OCTAVE MOUSSEAU,  
Procureur du demandeur.

Vraie copie,

J. OCTAVE MOUSSEAU,  
Procureur du demandeur.

Montréal, 21 octobre 1903. 3349  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **A** MÉDE LAMARCHE  
No 106. } & MICHEL BENOIT,

de Montréal, es-qualité curateurs conjoints aux biens cédés de J. D. LACERTE, insolvable, Demandeurs; contre LEON BEDARD, Défendeur.

1° La moitié sud-ouest du lot de terre numéro vingt-quatre b, du cadastre officiel pour le canton de Blandford, dans le dixième rang du dit canton, contenant cent cinq acres en superficie—circonstances et dépendances; à la charge des droits de la Couronne s'il en existe.

2° La moitié sud-ouest du lot de terre numéro vingt-six c, du cadastre officiel du canton de Blandford, dans le dixième rang du dit canton, ayant quatre arpents et demi de front sur vingt-huit de profondeur—circonstances et dépendances; à la charge des droits de la Couronne s'il en existe.

of Montreal, and the same, personally as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents; Ellen Sanderson, wife of John Bannon, of the city of Saint Henri, district of Montreal, and the same, personally as head of the community according judgment of the 19th November, 1902, of the same place, for authorizing his said wife to the presents, and Henry Sanderson, of the parish of Rigaud, said district, all heirs in the estate of late Margaret Sanderson, wife of late Samuel Henry, in his life time merchant, of the city and district of Montreal, and the heirs of the estate of late Samuel Henry, in his life time merchant, of the city of Montreal, said district, are Defendants; and Alfred Stamford and David Forsyth, of the said city of Montreal, in their quality of testamentary executors of the last will of the said late Margaret Sanderson, are *mis en cause*, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

A plot of land located and situated in the Saint Antoine's ward, city of Montreal, being part of the lot No. 58 (fifty eight), to the official plan and book of reference of the said ward, of the measure 115 x 90 feet, with front on the Saint James street, and buildings thereon erected.

The hereabove described immovable will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, the THIRD day of DECEMBER next, in the court room of the court house, of the city of Montreal, sitting the court; subject to the charges, clauses and conditions of the list of charges filed in the prothonotary's office of said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, must be filed in the prothonotary's office of said court, at least twelve days before the day fixed as above for the said sale and adjudication; and all oppositions for payment must be filed within six days after adjudication; and, in default by the parties to file said oppositions within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

J. OCTAVE MOUSSEAU,  
Attorney for plaintiff.

True copy,

J. OCTAVE MOUSSEAU,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st October, 1903. 3350  
[First published, 31st October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **A** MÉDE LAMARCHE &  
No. 106. } MICHEL BENOIT, of

Montreal, es-qualité of joint curators to insolvent J. D. LACERTE, Plaintiffs; against LEON BEDARD, Défendant.

1. The south west half of lot of land number twenty four b, of official cadastre for the township of Blandford, in the tenth range of said township, containing one hundred and five acres in superficies—circumstances and dependencies; subject to Crown rights if any thereon.

2. The south west half of lot of land number twenty six c, of official cadastre for the township of Blandford, in the tenth range of said township, measuring four and one half arpents in front by twenty eight arpents in depth—circumstances and dependencies; subject to Crown rights if any thereon.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Blandford, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1903, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 8 octobre 1903. 3173.2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **M**AXIME LAROCHELLE,  
No 3688. } Demandeur; contre  
ALPHONSE CHOLLEY, Défendeur, savoir :

1° Un morceau de terre contenant un demi arpent de front sur un arpent et demi de profondeur, étant à distraire du lot numéro un A (1 A), du cadastre officiel pour le rang A, du canton de Watford, comté de Dorchester; borné en front au chemin public à l'ouest, au sud par le cimetière, et des autres côtés par Maxime Larochelle, et à la profondeur à l'équerre de la clôture du cimetière—circonstances et dépendances.

2° Une portion de terrain comprise entre le cimetière de Saint-Prosper, en allant au sud jusqu'à trois arpents du lot numéro trois (3), étant partie du lot numéro un B (1 B), et du lot numéro deux (2), du cadastre officiel pour le rang A, nord-est du canton de Watford susdit; borné en front, à l'ouest au chemin public, à l'est par Maxime Larochelle, au cimetière du côté nord, et à Thomas Rodrigue au sud, contenant environ trois arpents de front sur la profondeur du cimetière.

3° Tous les droits et prétentions du dit Alphonse Cholley sur le lot connu et désigné comme le lot numéro deux (2), du cadastre officiel pour le huitième rang nord-est du dit canton de Watford—circonstances et dépendances, étant à distraire cette partie du dit lot décrit comme suit: Un lopin de terre contenant vingt et un arpents en superficie, étant de forme irrégulière; borné en front par le chemin Saint-Louis, à la profondeur partie par Xavier Mercier et partie par le chemin de Saint-Zacharie, du côté nord-est par Xavier Mercier, et du côté sud-ouest partie par Louis Morin et partie par Cyrille Larochelle—circonstances et dépendances.

4° Tous les droits et prétentions du dit Alphonse Cholley sur le lot connu et désigné comme le lot numéro trois (3), du cadastre officiel pour le huitième rang nord-est du dit canton de Watford.

5° Le lot numéro trois B (3 B), du rang A, du dit canton de Watford.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif, Shérif  
Village de St-Joseph, Beauce, 26 octobre 1903. 3357  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

To be sold at the parochial church door of Saint Louis of Blandford, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, 1903, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 8th October, 1903. 3174  
[First published, 10th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **M**AXIME LAROCHELLE,  
No. 3688. } Plaintiff; against  
ALPHONSE CHOLLEY, Defendant, to wit :

1. A piece of land containing one half arpent in front by one arpent and a half in depth, to be taken off lot number one A (1 A), of the official cadastre for the range A, of the township of Watford, county of Dorchester; bounded in front by the public road on the west, on the south by the cemetery, and on the other sides by Maxime Larochelle, and in rear by the line (*équerre*) of the cemetery—circumstances and dependencies.

2. A piece of land comprised between the cemetery of Saint Prosper, running south to three arpents from lot number three (3), being part of lot number one B (1 B), and from lot number two (2), of the official cadastre for range A, north east of the township of Watford aforesaid; bounded in front to the west by the public road, on the east by Maxime Larochelle, by the cemetery on the north side, and by Thomas Rodrigue on the south, containing about three arpents in front by the depth of the cemetery.

3. All the rights and claims of the said Alphonse Cholley on the lot known and described as lot number two (2), of the official cadastre for the eighth range north east of the said township of Watford—circumstances and dependencies, reserving and excepting that part of the said lot described as follows: A lot of land containing twenty one arpents in area, being of irregular outline; bounded in front by the Saint Louis road, in rear partly by Xavier Mercier and partly by the Saint Zacharie road, on the north east side by Xavier Mercier, and on the south west side partly by Louis Morin and partly by Cyrille Larochelle—circumstances and dependencies.

4. All the rights and claims of the said Alphonse Cholley on the lot known and described as lot number three (3), of the official cadastre for the eighth range north east of the said township of Watford.

5. Lot number three B (3 B), of range A, of the said township of Watford.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th October, 1903. 3358  
[First published, 31st October, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } LOUIS CHRETIEN,  
District de Montmagny. } de la paroisse ou en-  
No 1474. } droit appelé Saint-Da-  
mase; contre LES COMMISSAIRES D'ECOLE  
DE LA MUNICIPALITÉ DU CANTON ASH-  
FORD, savoir :

1° La maison d'école de l'arrondissement numéro un, de la dite municipalité scolaire du canton Ashford, avec tous les droits et privilèges que peut avoir la dite municipalité scolaire du canton Ashford, par acte, convention verbale ou autrement, sur un terrain qu'occupe actuellement la dite maison d'école, située en la concession des Restes; bornant comme suit: au sud au chemin public, au nord et au sud-ouest à Damase Ouellet, et au nord-est à Horace l'Etoile dit l'Italien. Le terrain étant une partie du numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Louise—circonstances et dépendances.

2° La maison d'école de l'arrondissement numéro quatre (4), située en le premier rang du canton Ashford, avec tous les droits, prétentions et privilèges que peut avoir la municipalité scolaire défenderesse, par acte, convention ou autre titre que ce soit, sur un terrain situé en le premier rang du canton Ashford, ayant soixante et dix pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur; borné au nord au chemin public, au sud à l'ancienne route qui s'y rencontre, tenant d'un côté au sud-ouest à Auguste Fortin, et au nord-est à la corporation archiepiscopale de Québec. Lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Ashford, comme faisant partie du numéro cent soixante et trois, du dit cadastre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, le lot numéro un, à la porte de l'église de Sainte-Louise, MERCREDI, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et le lot numéro deux, au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, JEUDI, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 7 octobre 1903. 3165-2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LOUIS JOSEPH CHAR-  
No. 415. } LES EMILE BOYER,  
avocat, MARIE AUGUSTE AURELIEN BOYER,  
ingénieur civil, L'HONORABLE JOSEPH ROSAIRE  
THIBAudeau, tous trois de la cité et du district  
de Montréal, ce dernier en sa qualité de curateur  
à la substitution dont Louis Alphonse Boyer est grevé  
aux termes du testament de feu Louis Boyer, son  
père, Demandeurs; contre les terres et tenements

## Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } LOUIS CHRETIEN,  
District of Montmagny. } of the parish or a  
No. 1474. } place called Saint Damase;  
against THE SCHOOL COMMISSIONERS OF  
THE MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP  
ASHFORD, to wit :

1. The school house of the district number one, of the said school municipality of the township Ashford, with all the rights and privileges which the said school municipality of the township Ashford may have by deed, verbal or other agreement, on a lot which is actually occupied by the said school house, situate in the concession des Restes; bounded as follows: on the south by the public road, on the north and south west by Damase Ouellet, and on the north east by Horace l'Etoile dit l'Italien. Said land being a part of number four hundred and ninety (490), of the official cadastre of the parish of Sainte Louise—circumstances and dependencies.

2. The school house of the district number four (4), situate in the first range of the township Ashford, with all the rights, title and privileges with the school municipality defendant may have, by deed, agreement or other title whatsoever, on a lot situate in the first range of the township Ashford, measuring seventy feet in front by one hundred and forty feet in depth; bounded on the north by the public road, on the south by the old road met there, on one side to the south west by Auguste Fortin, and on the north east by the archiepiscopal corporation of Quebec. Which lot is described on the official plan and book of reference of the cadastre for the township Ashford, as forming part of number one hundred and sixty three, of the said cadastre—circumstances and dependencies.

To be sold, lot number one, at the church door of Sainte Louise, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and lot number two, at the registry office of the county of L'Islet, on THURSDAY, the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returning according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 7th October, 1903. 3166  
[First published, 10th October, 1903.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LOUIS JOSEPH CHARLES  
No. 415. } EMILE BOYER, advocate,  
MARIE AUGUSTE AURELIEN BOYER, civil  
engineer, the HONORABLE JOSEPH ROSAIRE  
THIBAudeau, all three of the city and district  
of Montreal, the latter in his quality of curator  
to the substitution of which Louis Alphonse Boyer is  
the institute under the terms of the will of the late  
Louis Boyer, his father, Plaintiffs; against the

de MARIE LOUISE SURPRENANT, épouse séparée de biens de Camille Poirier, de la ville de Lachine, district de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

1° L'immeuble connu et désigné sous le numéro deux, de la subdivision du lot numéro cent soixante et quatorze, sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front à la rue Saint-Adolphe—avec les bâtisses et dépendances y érigées, avec ensemble le lot connu et désigné sous le numéro trois, de la subdivision du dit lot numéro cent soixante et quatorze, des susdits plan et livre de renvoi, étant un passage de huit pieds à l'arrière du lot ci-dessus décrit. A charge de permettre au propriétaire du lot numéro quatre, de la subdivision du susdit lot numéro cent soixante-quatorze, de s'en servir en commun avec le propriétaire du lot en premier lieu décrit.

2° Un emplacement ayant front à la rue du Collège, dans la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine—avec une maison en bois contenant deux logements et dépendances.

3° Un lot de terre ayant front à la rue Saint-Alphonse, dans la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et dix-huit, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la dite ville de Lachine—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 28 octobre 1903. 3381  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **JOSEPH GAUTHIER**, journalier, de la cité de Hull, No 2132. } Demandeur; contre **MAXIME LAVIOLETTE ET AL**, du même lieu, Défendeurs.

Saisies comme appartenant au dit Maxime Laviolette, à savoir :

La maison portant le No 28, rue Ivy, et autres bâtisses érigées sur le lot de cadastre No 173 et partie du No 174, du quartier numéro deux, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité de Hull, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 7 octobre 1903. 3167.2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Buckingham.*

Ottawa, à savoir : } **DONALD NEIL McDONALD**, No 41. } marchand, de Cumberland, dans le comté de Russell et province d'Ontario, Demandeur; contre **GEORGE GOLLINGER**, cultivateur, ci-devant du village de Masson, dans le canton de Buckingham, et district d'Ottawa, mais maintenant de l'Etat de Michigan, un des états-unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

lands and tenements of MARIE LOUISE SURPRENANT, wife separated as to property of Camille Poirier, of the town of Lachine, district of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

1. The lot known and described as number two, of the subdivision of the lot number one hundred and seventy four, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Adolphe street—with the buildings and dependencies thereon erected, together with the lot known and described as number three, of the subdivision of the said lot number one hundred and seventy four, of the said plan and book of reference, being a passage of eight feet in rear of the lot herein above described. Subject to the charge of allowing the proprietor of lot number four, of the subdivision of the said lot number one hundred and seventy four, to use it in common with the proprietor of the lot firstly described.

2. A lot of land fronting on College street, in the town of Lachine, district of Montreal, and known and designated as number four hundred and eighty three, on the official plan and book of reference of the town of Lachine—with a wooden house containing two dwellings and dependencies.

3. A lot of land fronting on Saint Alphonse street, in the town of Lachine, district of Montreal, known and described as number five hundred and seventy eight, on the official plan and book of reference, in the said town of Lachine—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 28th October, 1903. 3382  
[First published, 31st October, 1903.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **JOSEPH GAUTHIER**, laborer, of the city of Hull, in the district of Ottawa, Plaintiff; against **MAXIME LAVIOLETTE ET AL**, of the same place, Defendants.

Seized as belonging to said Maxime Laviolette, to wit :

The dwelling being No. 28, Ivy street, and other buildings erected in cadastral lot No. 173 and part of No. 174, of ward number two, of the city of Hull, in the district of Ottawa.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 7th October, 1903. 3168  
[First published, 10th October, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—Buckingham.*

Ottawa, to wit : } **DONALD NEIL McDONALD**, No 41. } merchant, of Cumberland, in the county of Russell, and province of Ontario, Plaintiff; against **GEORGE GOLLINGER**, farmer, formerly of the village of Masson, in the township of Buckingham, and district of Ottawa, but now in the state of Michigan, one of the united states of America, Defendant, to wit :

Lot numéro dix-neuf B (19 B), dans le quatrième rang du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, conformément au plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 7 octobre 1903. 3169.2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

Lot number nineteen B (19 B), in the fourth range of the township of Buckingham, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 7th October, 1903. 3170  
[First published, 10th October, 1903.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } N APOLEON GIGNAC ; vs  
No 1466. } N A. GAUDIOSE GRE-  
NIER, à savoir :

Le droit de réméré sur le lot No 68 (soixante huit), de la subdivision du lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Ambroise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ce droit de réméré appartenant au dit défendeur en vertu d'un acte de vente par le détenteur à la succession de feu Dame Gilbert Roy, reçu devant le notaire F. Achillas Mercier, le 7 avril 1903, et dûment enregistré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1903. 3391  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

#### FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUÉBEC ;  
No 1728. } L contre ALPHONSE BUS-  
SIÈRE, à savoir :

Le lot No 1236 (mille deux cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Thérèse—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du shérif. Shérif.  
Québec, 29 octobre 1903. 3395  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

#### FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUÉBEC ;  
No 2136. } L contre CELINA BEAULE,  
veuve de Joseph Thibault, à savoir :

Le lot No 462 (quatre cent soixante et deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colbert—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$4.14, payable le 29 septembre, aux Révérendes Dames de l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Qué-

### Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } N APOLEON GIGNAC ; vs  
No. 1466. } N A. GAUDIOSE GRE-  
NIER, to wit :

The right of redemption on the lot No. 68 (sixty eight), of the subdivision of lot No. 3 (three), of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, county of Quebec, being a lot situate on Saint Ambrose street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This right of redemption belonging to the said defendant in virtue of a deed of sale by the defendant to the estate of late Dame Gilbert Roy, passed before the notary F. Achillas Mercier, on the 7th of April, 1903, and duly registered.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 29th October, 1903. 3392  
[First published, 31st October, 1903.]

#### FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ;  
No. 1728. } L against ALPHONSE BUS-  
SIÈRE, to wit :

Lot No. 1236 (one thousand two hundred and thirty six), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Sainte Thérèse street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th June to the Reverend Ladies of the Hôtel-Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 29th October, 1903. 3396  
[First published, 31st October, 1903.]

#### FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ;  
No. 2136. } L against CELINA BEAULE,  
widow of Joseph Thibault, to wit :

Lot No. 462 (four hundred and sixty two), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Colbert street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$4.14, payable on the 29th of September, to the Reverend Ladies of the Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on

bec, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1903. 3397  
[Première publication, 31 octobre 1903].

FIERI FACIAS.  
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ; vs  
No 1739. } ALEXIS BARBEAU,  
JUNIOR, à savoir :

Le lot No 28 (vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Iberville—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 septembre, à M. V. Châteauvert.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 29 octobre 1903. 3393  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

FIERI FACIAS.  
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ; vs  
No 984. } MARGUERITE KOENIG,  
à savoir :

1° Le lot No 3792 (trois mille sept cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$2.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

2° Le lot No 3793 (trois mille sept cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$2.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

3° Le lot No 3791 (trois mille sept cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain borné au sud par un passage public, étant une rue projetée—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$4.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin chaque année.

4° Le lot No 826 (huit cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Hermine et Durocher—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sujet à une rente constituée de \$12.00, au capital de \$240.00, payable au Crédit Foncier Franco-Canadien le 29 septembre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 14 octobre 1903. 3237.2  
[Première publication, 17 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et à eux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOSEPH PARÉ, Demandeur ; vs  
No 154. } MOISE DUFRESNE, Défendeur.

the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 29th October, 1903. 3398  
[First published, 31st October, 1903.]

FIERI FACIAS  
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ; vs  
No. 1739 } ALEXIS BARBEAU,  
JUNIOR, to wit :

Lot No. 28 (twenty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being a lot situate on Iberville street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of September, to M. V. Châteauvert.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 29th October, 1903. 3394  
[First published, 31st October, 1903.]

FIERI FACIAS  
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ; vs  
No. 984. } MARGUERITE KOENIG,  
to wit :

1. Lot No. 3792 (three thousand seven hundred and ninety two), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint John street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$2.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

2. Lot No. 3793 (three thousand seven hundred and ninety three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint John street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$2.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

3. Lot No. 3791 (three thousand seven hundred and ninety one), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot bounded by a public passage, being a projected street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$4.00, payable to l'Hôtel-Dieu of Quebec, on the 29th June every year.

4. Lot No. 826 (eight hundred and twenty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on the corner of Hermine and Durocher streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to a constituted rent of \$12.00, on a capital of \$240.00, payable on the 29th of September to the Credit Foncier Franco-Canadien.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 14th October, 1903. 3238  
[First published, 17th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOSEPH PARÉ, Plaintiff ; against MOISE DUFRESNE, Defendant.

Un morceau de terre situé dans le quartier centre de la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme étant la moitié, plus ou moins, sud des lots numéros soixante et dix-neuf (79) et quatre-vingts (80), sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier centre de la dite cité de Sherbrooke; borné au nord par la partie nord des dits lots appartenant à Marie Théberge, ou ayant droits, au sud par le lot numéro soixante et seize, à l'ouest par le lot numéro soixante et dix-huit, aux plan des dits cadastre et livre de renvoi, et en front par la rue Peel—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 6 octobre 1903. 3155.2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure*

Canada, }  
Province de Québec, } L A CORPORATION  
District de St-Hyacinthe. } DU SEMINAIRE  
No 96. } DE SAINT-HYACIN-  
THE D'YAMASKA,  
Demanderesse; vs. DAME ARMINA BRODEUR  
ET VIR, Défendeurs.

1° Une terre située dans le premier rang de la paroisse de Sainte-Hélène, comté de Bagot, contenant deux arpents de largeur sur trente de longueur, plus ou moins, connue comme étant le lot numéro soixante et cinq (65), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain contigu à celui sus décrit, contenant deux arpents de largeur sur trente arpents de longueur, plus ou moins, connu comme étant le lot numéro soixante et six (66), du dit cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le PREMIER DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 30 octobre 1903. 3379  
[Première publication, 31 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Trois-Rivières, à savoir: }  
No 10598. } JOSEPH A. THIVIER-  
VIERGE, Deman-  
deur; contre ISIDORE HARDY, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Tite, dans le premier rang nord-est de la Rivière des Envies, contenant quatre perches

A piece of land situate in centre ward of the city of Sherbrooke, known and described as being the south half, more or less, of lots numbers seventy nine (79) and eighty (80), on the plan of the official cadastre and book of reference for the centre ward of the said city of Sherbrooke; bounded on the north by the north part of the said lots belonging to Marie Theberge, or representatives, on the south by lot number seventy six, on the west by lot number seventy eight, on the plan of the said cadastre and book of reference, and in front by Peel street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, at the court house, in the said city of Sherbrooke, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY ALMER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 6th October, 1903. 3156  
[First published, 10th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, }  
Province of Québec, } L A CORPORATION  
District of St. Hyacinth. } DU SEMINAIRE  
No. 96. } DE SAINT-HYACIN-  
THE D'YAMASKA,  
Plaintiffs; vs. DAME ARMINA BRODEUR ET  
VIR, Defendants.

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Sainte-Hélène, Bagot county, containing two acres in width by thirty in depth, more or less, known as lot number sixty five (65), of the official cadastre for the said parish of Sainte-Hélène—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land adjoining the one above described, containing two acres in width by thirty acres in depth, more or less, known as being lot number sixty six (66), of the official cadastre for the said parish of Sainte-Hélène—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Hélène, on the FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinth, 30th October, 1903. 3380  
[First published, 31st October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montréal.*

Three Rivers, to wit: }  
No. 10598. } JOSEPH A. THIVIER-  
VIERGE, Plaintiff; against  
ISIDORE HARDY, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint Tite, in the first range north east of the River des Envies, containing four perches and eight feet in

et huit pieds de largeur sur une profondeur moyenne de quatre perches et onze pieds; borné au sud-est par le chemin de fer des Basses Laurentides, au sud-ouest par le lot No 213-32, au nord-ouest par le lot No 214, et au nord-est par le lot No 213-30, étant le dit emplacement connu et désigné comme la subdivision numéro trente et un, du numéro deux cent treize, du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Tite (213-31)—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 7 octobre 1903. 3163.2  
[Première publication, 10 octobre 1903.]

width by an average depth of four perches and eleven feet; bounded on the south east by the Basses Laurentides railway, on the south west by lot No. 213-32, on the north west by lot No. 214, and on the north east by lot No. 213-30, said lot being known and described as subdivision number thirty one, of number two hundred and thirteen (213-31), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Tite—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 7th October, 1903. 3164  
[First published, 10th October, 1903.]

## Avis du Gouvernement

### PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Mines et Pêcheries.*

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait, conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton McNider.*

Lot 28, du 9e rang, à Jos. Gendron.

*Canton Humqui.*

6e rang.

Lot 32, à John N. Leclerc.

Lot 33, à Alcide Daigle.

*Canton Awantjish.*

2e rang.

Lot 40, à Ludger St Pierre.

Lot 41, à Alf. Ducas.

Lot 42, à Ernest Gagné.

Lot 46, à Jos. Leclerc.

Lot 27 du 4e rang, à Jos. Ouellet.

Lot 35 du 5e rang, à Frs. X. Harvey.

*Canton Matapédia.*

Lot 34 du 1er rang, riv. Matap. à Oct. Arsenault.

*Canton Tremblay.*

Lot 66 du 9e rang, à Frs. Brassard.

E. E. TACHE,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 31 octobre 1903.

### PROVINCE DE QUÉBEC

*Département des Terres Mines et Pêcheries.*

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7376.

*Harrington.*

2e rang.

La  $\frac{1}{2}$  sud du lot 28, à Herbert Cross, transporté à A. D. McMaster.

E. E. TACHÉ,  
Sous ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 26 octobre 1903.

## Government Notices

### PROVINCE OF QUEBEC

*Department of Lands, Mines and Fisheries*

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township McNider.*

Lot 28, of 9th range, to Jos. Gendron.

*Township Humqui.*

6th range.

Lot 32, to John N. Leclerc.

Lot 33, to Alcide Daigle.

*Township Awantjish.*

2nd range.

Lot 40, to Ludger St Pierre.

Lot 41, to Alf. Ducas.

Lot 42, to Ernest Gagné.

Lot 46, to Jos. Leclerc.

Lot 27 of 4th range, to Jos. Ouellet.

Lot 35 of 5th range, to Frs. X. Harvey.

*Township Matapédia.*

Lot 34 of 1st range, Matap. riv. to Oct. Arsenault.

*Township Tremblay.*

Lot 66 of 9th range, to Frs. Brassard.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 31st October, 1903.

### PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7376.

*Harrington.*

2nd range.

South  $\frac{1}{2}$  of lot 28, to Herbert Cross, and assigned to A. D. McMaster.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 26th October, 1903.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Harrington.

2e rang.

La  $\frac{1}{2}$  sud du lot 27, à Robert McKane.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 26 octobre 1903.

3399

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Nedelee.

Les lots 12 et 13, à Jos. Ulysse Bourbonnais.

Le lot 33, à John Schmidt.

Le lot 34, à Timothy Shanahan.

Le lot 35, à J.-B. Lafond, fils.

Canton Baby.

2e rang.

Le lot No. 4, à Auguste Dumont.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 30 octobre 1903.

3407

## ERRATUM.

A la page 593, de la *Gazette Officielle* du 7 mars 1903, numéro 923-4, lisez Fitzgeoy Madkiff au lieu de Fitzroy Medkiff.

3409

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1704.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par Madame Emma Perreault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Major, entrepreneur plâtrier, et dûment autorisée à ester en justice contre son mari, le dit Jean-Baptiste Major, tous deux des cité et district de Montréal.

C. A. ARCHAMBAULT,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 29 octobre 1903.

3405

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Harrington.

2e range.

South  $\frac{1}{2}$  of lot 27, to Robert McKane.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 26th October, 1903.

3400

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township of Nedelee.

Lots 12 and 13, to Jos. Ulysse Bourbonnais.

Lot 33, to John Schmidt.

Lot 34, to Timothy Shanahan.

Lot 35, to J.-B. Lafond, jr.

Township of Baby.

2nd range.

Lot No. 4, to Auguste Dumont.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 30th October, 1903.

3408

## ERRATUM.

Page 593, of the *Official Gazette* of the 7th March, 1903, No. 923-4, read Fitzgeoy Madkiff instead of Fitzroy Medkiff.

3410

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1704.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Madam Emma Perreault, wife common as to property of John Baptist Major, plastering contractor, and duly authorized for the purpose thereof, against her husband, the said John Baptist Major, both of the city and district of Montreal.

C. A. ARCHAMBAULT,  
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 29th October, 1903.

3406

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de Jean Simard, Chicoutimi,

Failli.

Avis est par le présent donné u'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 26 octobre 1903, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,  
 Curateur.  
 244, rue Saint-Joseph, Saint-Roch, Québec.  
 3403

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 87.

Dans l'affaire de The Thos Forrester Coy, Montréal,  
 Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 28ième jour d'octobre 1903, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toute personne ayant des réclamations contre la dite faillie est requise de les produire sous serment, sous trente jours de cete date.

WILKS & MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.

205, Saint-Jacques.  
 Montréal, 28 octobre 1903. 3401

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
 In the matter of Jean Simard, Chicoutimi,

Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 26th of October, 1903, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,  
 Curator.  
 244, Saint Joseph street, Saint Roch, Quebec.  
 3404

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 87.

In the matter of The Thos Forrester Coy, Montreal,  
 Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 28th day of October, 1903, by order of the superior court, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, attested under oath, within thirty days from this date.

WILKS & MICHAUD,  
 Joint curators.  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 28th October, 1903. 3402

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 44.*

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Boulet vs Dorval, 1641 ; Cardinal vs St. Jean, 1642 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1640 ; Gélinas vs Ferron, 1640 ; Grison vs McMillan, 1641 ; Gross vs Breitman, 1641 ; Lacroix vs Dutrisac, 1641 ; Ornstein vs Wexler, 1640 ; Péloquin vs Joly, 1642 ; Perreault vs Major, 1654 ; Renaud vs Martel, 1641 ; Thivierge vs Grégoire, 1640 ; Visien vs Paquette, 1640.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Bellemare vs Boisvert, 1642.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1631.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Article 12 des règlements des Bois et Forêts, 1635 ; The Zion Church Cemetery Coy of Dundee, 1635.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1637 ; Conseil législatif, 1636.

ERRATUM :—Lire Fitzgeoy Madkiff au lieu de Fitzroy Medkiff, 1654.

FAILLIS :—Arthur & Côté, 1643 ; Dme Lavoie, 1642 ; Dorval, 1644 ; Genest *et al*, 1642 ; Haltman & Cohen, 1643 ; Lambert & Fils, 1643 ; Longtin, 1643 ; Simard, 1655 ; Taillon *et al*, 1643 ; Trahan, 1644 ; The Thos Forrester Coy, 1655.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Village d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, 1634.

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 44.*

ACTIONS IN SÉPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Boulet vs Dorval, 1641 ; Cardinal vs St. Jean, 1642 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1640 ; Gélinas vs Ferron, 1640 ; Grison vs McMillan, 1641 ; Gross vs Breitman, 1641 ; Lacroix vs Dutrisac, 1641 ; Ornstein vs Wexler, 1640 ; Péloquin vs Joly, 1642 ; Perreault vs Major, 1654 ; Renaud vs Martel, 1641 ; Thivierge vs Grégoire, 1640 ; Visien vs Paquette, 1640.

ACTIONS IN SÉPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Bellemare vs Boisvert, 1642.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1631.

ORDER IN COUNCIL :—Article 12 of the regulations of Woods and Forests, 1635 ; The Zion Church Cemetery Coy of Dundee, 1635.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the : Legislative Assembly, 1637 ; Legislative Council, 1636.

ERRATUM :—Read Fitzgeoy Madkiff instead of Fitzroy Medkiff, 1654.

INSOLVENTS :—Arthur & Côté, 1643 ; Dme Lavoie, 1642 ; Dorval, 1644 ; Genest *et al*, 1642 ; Haltman & Cohen, 1643 ; Lambert & Fils, 1643 ; Longtin, 1643 ; Simard, 1655 ; Taillon *et al*, 1643 ; Trahan, 1644 ; The Thos Forrester Coy, 1655.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Village d'Hébertville, county of Lake Saint John, 1634.

- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Demande d'ériger, etc :  
—Shannon, comté de Québec, 1636.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers lots à Saint-Henri de Taillon, comté du Lac Saint-Jean, village d'Hébertville, 1636.
- NOMINATIONS** :—Conseils du Roi :—Montréal, 1631 ; Québec, 1631.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT** :  
—De J. B. Hamel à J. O. East, 1636.
- PROCLAMATIONS** :—Convocation des chambres, 1633 ; Fête du Roi, 1631 ; Village de Chesterville érigé, 1632.
- RÈGLE DE COUR** :—Magnan vs Vidal, 1644.
- TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION** :—Cantons Awantjish, 1653 ; Humqui, 1653 ; Matapédia, 1653 ; McNider, 1653 ; Tremblay, 1653 ; Nedelee, 1654 ; Baby, 1654 ; Harrington, 1653 ; Harrington, 1654.
- VENTES PAR LICITATION** :—Hurtubise vs Stamford *et al*, 1645 ; Sheltus vs Borden *et al*, 1644.
- VENTES PAR LES SHERIFS** :
- ARTHABASKA** :—Lamarche & Benoit vs Bédard, 1645.
- BEAUCE** :—Larochelle vs Cholley, 1647.
- MONTMAGNY** :—Chrétien vs Commissaires d'écoles du can d'Ashford, 1648.
- MONTRÉAL** :—Boyer *et al* vs Dme Surprenant, 1648.
- OTTAWA** :—Gauthier vs Laviolette *et al*, 1649 ; McDonald vs Gollinger, 1649.
- QUÉBEC** :—Gignac vs Grenier, 1650 ; La cité de Québec vs Barbeau, 1651 ; La cité de Québec vs Bussière, 1650 ; La cité de Québec vs Dme Beaulé, 1650 ; La cité de Québec vs Koenig, 1651.
- SAINT-FRANÇOIS** :—Paré vs Dufresne, 1651.
- SAINT-HYACINTHE** :—La Corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska vs Dme Brodeur *et vir*, 1652.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Thivierge vs Hardy, 1652.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :—Application to erect, &c :  
Shannon, county of Quebec, 1636.
- SCHOOL MUNICIPALITY** :—Application to annex or to erect, &c. :—Several lots to Saint Henri de Taillon, county of Lake Saint John, village of Hébertville, 1636.
- APPOINTMENTS** :—King's Counsels :— Montreal, 1631 ; Quebec, 1631.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER** :—  
From J. B. Hamel to J. O. East, 1636.
- PROCLAMATIONS**. —Parliament convoked, 1633 ; King's Birthday, 1631 ; Village of Chester-ville erected, 1632.
- RULE OF COURT** :—Magnan vs Vidal, 1644.
- CROWN LANDS, CANCELLATION** :—Townships Awantjish, 1653 ; Humqui, 1653 ; Matapédia, 1653 ; McNider, 1653 ; Tremblay, 1653 ; Nedelee, 1624 ; Baby, 1654 ; Harrington, 1653 ; Harrington, 1654.
- SALES BY LICITATION** :—Hurtubise vs Stamford *et al*, 1645 ; Sheltus vs Borden *et al*, 1644.
- SHERIFFS' SALES** :
- ARTHABASKA** :—Lamarche & Benoit vs Bédard, 1646.
- BEAUCE** :—Larochelle vs Cholley, 1647.
- MONTMAGNY** :—Chrétien vs School commissioners of the township of Ashford, 1648.
- MONTREAL** :—Boyer *et al* vs Dme Surprenant, 1648.
- OTTAWA** :—Gauthier vs Laviolette *et al*, 1649 ; McDonald vs Gollinger, 1649.
- QUEBEC** :—Gignac vs Grenier, 1650 ; The city of Quebec vs Barbeau, 1651 ; The city of Quebec vs Bussière, 1650 ; The city of Quebec vs Dme Beaulé, 1650 ; The city of Quebec vs Koenig, 1651.
- SAINT FRANCIS** :—Paré vs Dufresne, 1651.
- SAINT HYACINTH** :—La Corporation du séminaire de Saint Hyacinthe d'Yamaska vs Dme Brodeur *et vir*, 1652.
- THREE RIVERS** :—Thivierge vs Hardy, 1652.